

# Un quinquennat, 20 plans, comment finance-t-on ?

**E**videmment, quand le déficit du budget de l'Etat est, en 2016, à 72 milliards d'euros, que la dette dépasse 2148 milliards, chacun raisonne en bon chef d'entreprise. Les projets doivent être chiffrés. Tous les candidats chiffrèrent donc leur programme.

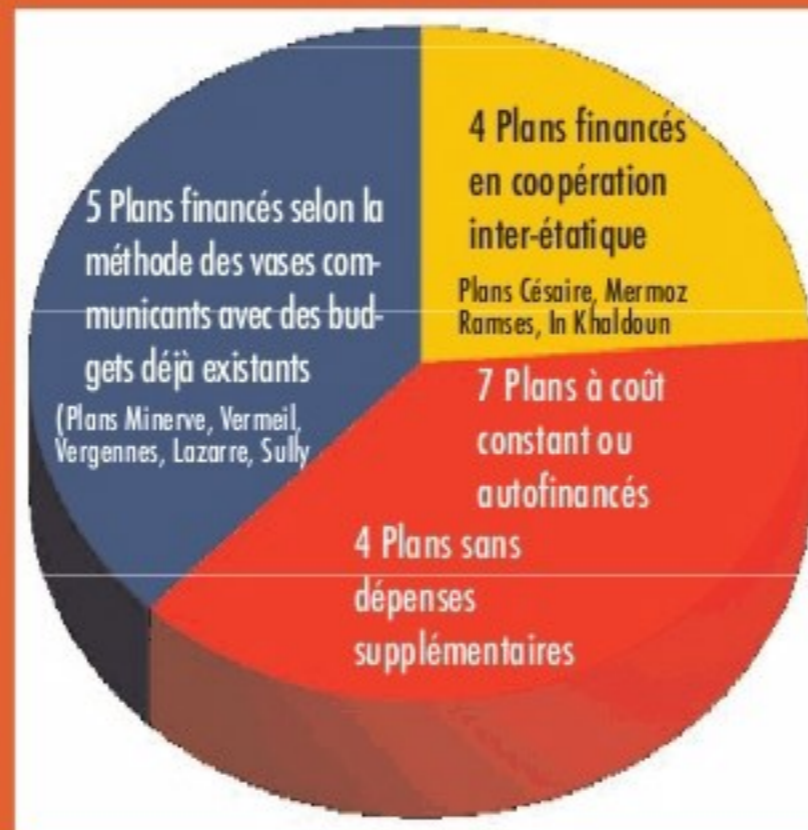
Or il se trouve que depuis 40 ans la plupart des évaluations officielles, des dépenses publiques, des recettes fiscales et des soldes budgétaires, ont été fausses. Parfois avec des erreurs de 100 % comme en 1993.

Pour le budget de 2009 par exemple, l'évaluation des recettes donnée à 259,4 milliards d'euros finira à 214,3 milliards. Soit une erreur de 45,1 milliards. Pour le chiffre de l'impôt sur les sociétés, l'erreur avait été de 57%, avec 20,9 milliards, au lieu des 42,3 milliards chiffrés.

Pas une seule prévision de croissance ou de déficit, n'a été exacte sur des décennies, en France comme en tous pays.

Pourquoi ? Parce que les chiffrages ne se réduisent pas à des additions. La variation de la valeur de l'euro, les changements des prix du pétrole, les aléas climatiques sur l'agriculture, la tenue de l'économie chinoise ou les taux d'intérêts, bouleversent la crois-

sance, le chiffre d'affaires des entreprises, les assiettes des impôts et les ressources pour financer les mesures décidées. Scientifiquement donc, les chiffrages présentés par les candidats ne sont que des ordres d'idées pour rassurer et communiquer.



Même si, spontanément, on pense que les réformes ont un coût. Ainsi, une réforme qui baisse les impôts, semble avoir un coût égal à la baisse. Apparemment de bon sens, cette vision comptable est fautive pour 3 raisons :

◆ D'abord elle repose sur le présupposé qu'en dépit de la réforme, toutes les autres données, économiques et sociales, restent inchangées. Or c'est faux. La suppression d'un impôt a un effet libérateur pour le payeur qui déclenche un effet consommateur, enclenchant lui-même une spirale économique.

◆ L'effet de réforme n'est pas alors uniquement arithmétique avec un moins de recettes, mais algébrique avec des "plus et des moins".

◆ On confond alors le coût brut qui est une vision arrêtée au temps T dans une économie figée et le coût net consolidé à "T + 1" dans une économie en marche.

# IV

## LE FINANCEMENT

1 - **FINANCEMENT DE QUOI ?** / 80

2 - **FINANCEMENT COMMENT ?** / 82

Parmi mes 20 plans, je présente 17 chantiers ainsi financés :

-**Quatre chantiers** (les plans *Ramses*, *In Khaldoum*, *Césaire*, *Mermoz*), sont internationaux. Ils sont donc financés en contributions interétatiques.

-**Huit chantiers** (la réforme fiscale du plan *Turgot*, le plan *Maupeou* pour la justice, le plan *Vergennes* pour la diplomatie, le plan douanier, le plan *Janus* pour les médias, le plan *Gallican* pour l'islamisme, le plan *Rimbaud* pour les prisons, le Plan *La Pérouse* pour l'Outre Mer), sont soit à coût constant, soit auto-financés.

-**Les cinq autres chantiers**, pour la Défense, les paysans, les hôpitaux, les jeunes, les personnes âgées, sont financés par redéploiements des crédits des politiques déjà existantes.

# FINANCEMENT DE QUOI ?

# Les 20 plans



1- Outre Océan :

## Plan La Pérouse

*Prendre la dimension de notre espace mondial de Dunkerque à la terre Adélie*

2- Défense :

## Plan Carnot

*Tous ensemble : 750.000 jeunes dans le creuset du service national de 6 mois*

3- Diplomatie :

## Plan Vergennes

*En Afrique, au Moyen-Orient, en Océanie, la diplomatie française de retour.*

4- Justice :

## Plan Maupeou

*La Justice décorporatisée et rendue au peuple français.*

5- Médias :

## Plan Janus

*Le pouvoir médiatique désoligarchisé et constitutionnalisés.*

6- Emploi :

## Plan Lauré

*La révolution des droits de douane déductibles contre le chômage importé.*

7- Fiscalité :

## Plan Turgot

*La suppression de l'impôt sur le revenu en 5 ans.*

8- Agriculture :

## Plan Sully

*La reconquête agricole de la France par l'exonération fiscale du monde paysan*

9- Islam :

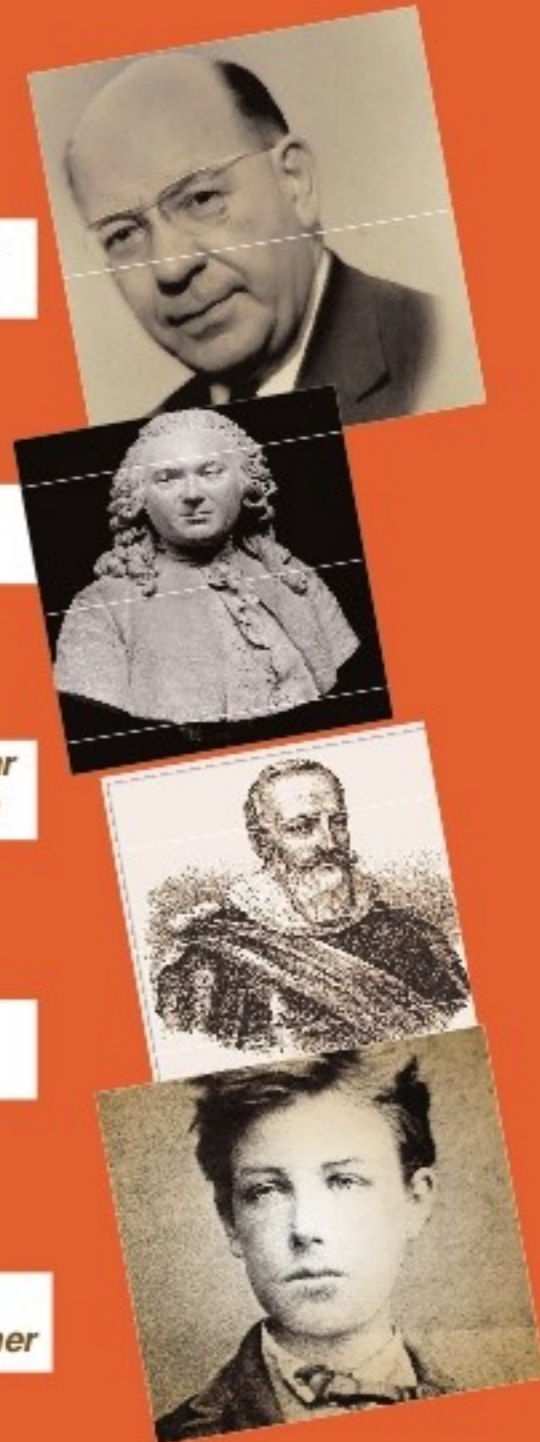
## Plan Gallican

*Organiser l'islam pour lutter contre les dérives islamistes*

10- Prisons :

## Plan Rimbaud

*Le remplacement des prisons par le traitement de la délinquance outre-mer*



# présidentiels de Jean-Claude Martinez



11- Europe :

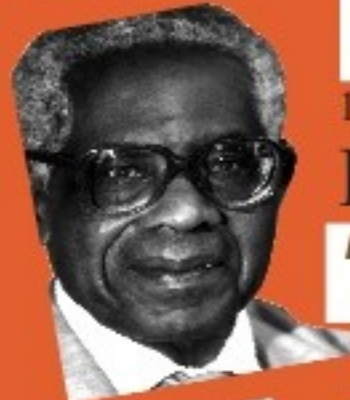
## Plan Bodin

*Le transfert de l'impôt sur les sociétés à l'UE pour éviter le dumping fiscal.*

12 Méditerranée :

## Plan Ramsès

*L'intégration politique de la Méditerranée pour y amener enfin la Paix.*



13 – Francophonie :

## Plan Césaire

*Bâtir la Communauté francophone de destin, de Dunkerque à Kinshasa.*

14 Maghreb :

## Plan Ibn Khaldoun

*Contribuer avec le Maroc à l'unité de l'Afrique du Nord pour la stabiliser.*



15- Amérique Latine :

## Plan Mermoz

*Une alliance de civilisation entre l'Europe et l'Amérique Latine*

16-Evasion fiscale :

## Plan Icare

*La fin de l'évasion fiscale par une imposition planétaire des multinationales*

17- Dette Publique :

## Plan Porter

*Pour une conférence planétaire des désendettements publics.*

18 - Hôpital Santé :

## Plan Lazare

*Moratoire du financement public des partis pour financer 600 IRM !*

19-Personnés âgées :

## Plan Vermeil

*Instituer un Haut-Commissaire à la Vie tribun institutionnel des seniors*

20 – Jeunes :

## Plan Minerve

*Les bibliothèques ouvertes la nuit et une agence nationale des stages.*



## 7 plans à coût constant ou auto-financés

Certes aujourd'hui, on n'imagine pas une réforme sans un supplément de personnels et donc sans des dépenses en plus. Mais il est des réformes gratuites. Appliquer par exemple dans les accords commerciaux la nouvelle technique des droits de douane déductibles, qui évite la destruction des emplois, n'entraîne pas de dépenses et économise au contraire les milliards des dépenses d'indemnisation du chômage.

### Exemple 1 - La réforme fiscale gratuite. Suppression de l'Impôt sur le revenu à coût zéro

Ramener le Code général de impôts de plus de 4600 articles aux 500 articles des codes modernes est une réforme à coût zéro. Pour l'impôt sur le revenu, comme il rapporte 72 milliards, si on le supprime, même un enfant comprend que l'État perd 72 milliards. C'est une évidence. Pourtant elle est fautive. En raison de trois effets :

#### a) l'effet de vases communicants

Les 17 millions de français qui gardent pour eux le montant de l'impôt supprimé, font de l'épargne, de la consommation et des investissements. S'ils consomment, ils fabriquent de la TVA, de l'impôt sur les bénéfices des sociétés auxquelles ils achètent, de la taxe sur les produits énergétiques. S'ils investissent, ils fabriquent de la Taxe foncière, de la TVA sur leur construction, des droits d'enregistrement sur les achats de terrains et au final de la taxe d'habitation et d'audiovisuel.

Donc la suppression de cet impôt n'entraîne pas comptablement la perte sèche que l'on croit, mais une cascade d'effets économiques. Les 72 milliards laissés aux travailleurs s'écoulent sur les bases économiques imposables aux autres impôts et non seulement l'État récupère dans les vases de la TVA ou de l'IS, mais les maires récupèrent aussi un supplément de Taxe foncière et de Taxe d'habitation, comme les conseils généraux récupèrent un supplément de taxe de publicité foncière

#### b) l'effet d'attractivité sur les gros contribuables des 26 autres pays de l'Europe sans frontières :

◆ Tout comme les sociétés de l'industrie pharmaceutique et du numérique sont en Irlande pour bénéficier de son faible taux d'imposition, pendant que les grands noms de la distribution sont en Wallonie, la France sans *impôt sur le revenu* va être un aimant à contribuables géants.

◆ La preuve est amenée par l'Espagne. Le décret royal n° 687 de 2005 a abaissé le taux d'imposition de 43 % à 24 % pour les étrangers gagnant plus de 600 000 euros. David Beckham est venu jouer à Madrid pour en bénéficier et les 5% des footballeurs du championnat qui sont étrangers sont venus pour ce même attrait.

◆ Le Danemark confirme. En 1992, le taux d'imposition a été abaissé de 55 % à 30 %, pendant 3 ans, pour les étrangers aux revenus élevés. Le nombre de ces gros contribuables a été multiplié par 7,5.

#### c) l'effet d'incitation au travail

◆ Les 17 millions de contribuables qui ne paient plus, vont travailler plus puisqu'on leur laisse tout.

◆ La preuve a été amenée par l'Islande en 1987. Le passage à l'impôt sur le revenu retenu à la source en 1988, a conduit à la disparition de cet impôt pendant un an sur les revenus 1987. Le nombre de semaines travaillées en 1987 a augmenté de 6,7 %. Pour 2% de salaire net en plus, la quantité de travail a augmenté de 3 jours.

◆ Rapporté à la France, 17 millions de contribuables exonérés rajouteraient 51 millions de jours de travail aux 7 milliards de jours de travail accomplis actuellement.

◆ On a montré que de 1945 à 2007, une augmentation de la fiscalité de 1% fait chuter le PIB de 3 % pendant 3 ans. Rapporté à la France, ce chiffre montre que de 2010 à 2014, l'accroissement des impôts de 0,75 % du PIB a fait perdre 2,25 % de taux de croissance.

◆ A contrario on imagine l'effet de souffle provoqué par la suppression de l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire un allègement de la chape de plomb de 3,4% du PIB.

## Exemple 2 - Les équipements à Clipperton et aux Kerguelen autofinancés par taxation des pêches étrangères

◆ Uniquement pour Clipperton, c'est entre 50 000 et 114 000 tonnes de poisson, dont les thons, qui sont clandestinement pêchés par 38 senneurs mexicains notamment en 3 campagnes annuelles.

Ces prises une fois contrôlées et facturées à 0,50 euro le kilo, en ayant un avis avec des gendarmes embarqués, on récupère 57 millions d'euros annuels pour financer la remise en état du port et de la piste d'atterrissage.

◆ Pareil aux Kerguelen et îles Eparses, plus les recettes de l'éco-tourisme de luxe.

### Défense, Paysans, Hôpitaux, Jeunes, Personnes âgées Cinq plans financés par redéploiement des crédits

Il s'agit des plans *Carnot* pour la défense, *Sully* pour la reconquête agricole ; *Lazare* pour les hôpitaux, *Minerve* pour les jeunes, *Vermeil* pour les personnes âgées. Ils sont financés par redéploiements des crédits finançant des politiques déjà existantes.

Depuis des décennies en effet des politiques pour l'emploi, la formation professionnelle, le logement, la ville ou l'insertion sont menées.

Par exemple, depuis 40 ans 12 plans ont mené une politique de la ville finançant, avec la loi du 21 février 2014, les habitants de 1436 quartiers. Le Sénat a évalué le coût à 4,4 milliards d'euros annuels (Rapport 7 nov 2007, N° 71). Sans tenir compte de la rénovation urbaine dont le seul plan Borloo a déversé 40 milliards aux banlieues.

Le total de ces politiques, c'est plus de 84 milliards par an, plus 44, 6 milliards de cadeaux d'impôts et de cotisations sociales.

Le tout sans grand résultat sur la pauvreté, le logement, l'emploi, l'insertion.

Evidemment, parce que ce sont des *politiques Doliprane* qui achètent la paix sociale et la domination de la bourgeoisie mondialisée des oligarques de la France d'en haut.

Ces 128 milliards constituent le gisement de financement des chantiers pour les jeunes, les vieux, ou la défense, par transferts de crédits.

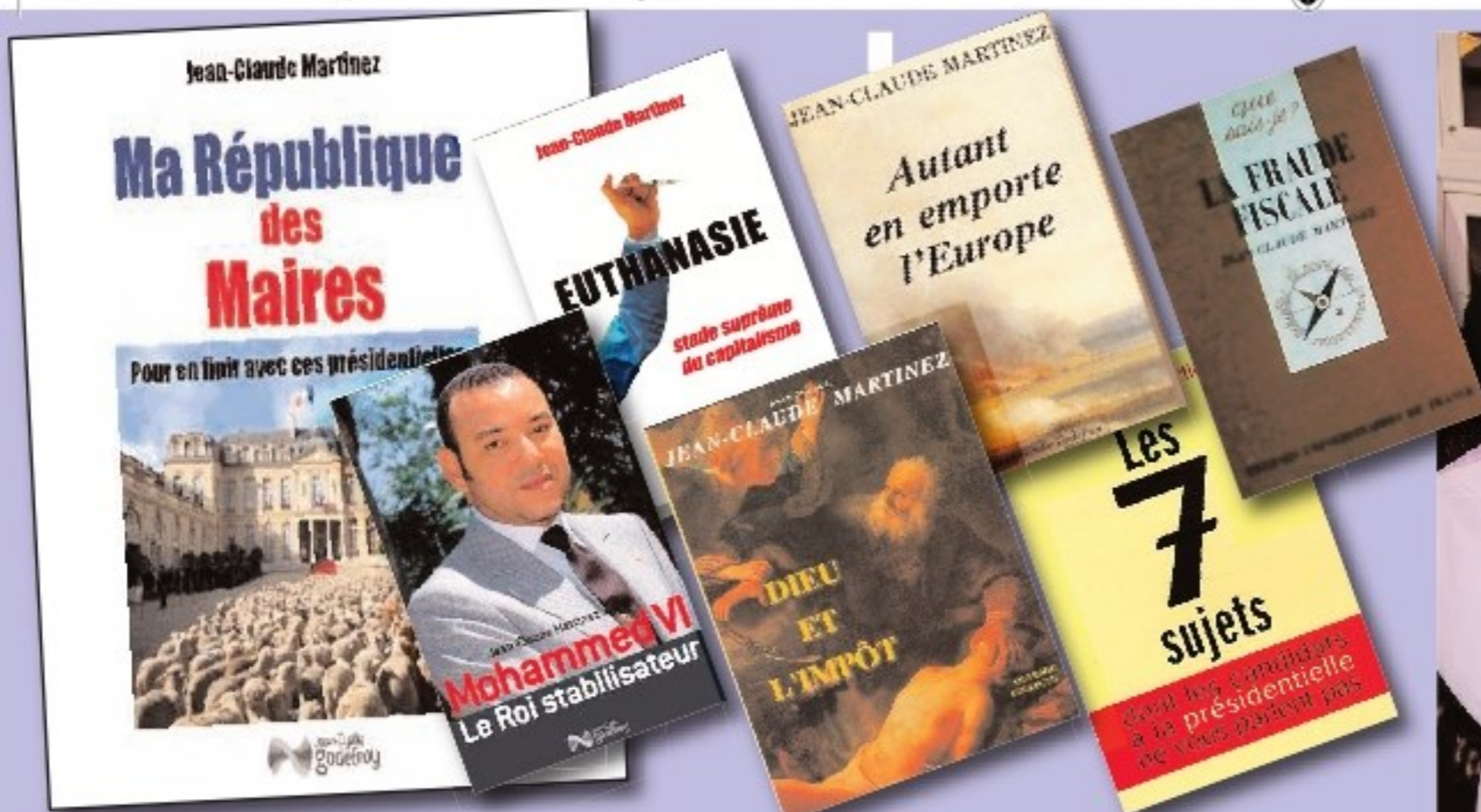
Gisements de recettes pour financer par redéploiement de crédits les 5 plans "non autofinancés"			
Politiques	Programmes budgétaires	Montants	Résultats
Politiques d'Insertions	Programme de lutte contre la pauvreté	1,6 md	.8,5 M de pauvres .4 M de personnes en aide alimentaire
Politiques du Travail et emploi	3 Programmes : ◆ Accès emploi ◆ Développement de l'emploi ◆ Evaluation des politiques	5,8 mds 4,6 mds 0,8 mds	6.100.000 Français inscrits au Pôle Emploi
Politique de la Ville et du Logement	4 Programmes : ◆ Insertion ◆ Accès au Logement ◆ Offre de Logement ◆ Politique de la Ville	1 milliard 4,9 milliards 0,8 milliard 0,6 milliard	3,8 millions de mallogés 150.000 SDF 900.000 sans logement personnel
Assurance chômage	Unedic	38,1 milliards	
Formation professionnelle	Etat, Régions Unedic	14,5 milliards 1,6 milliard	

### Un financement particulier : le Plan Rimbaud des prisons

◆ Sur les 187 prisons, le Plan Rimbaud n'en garde qu'une par département pour les 17.166 prévenus en attente. Soit 100 prisons environ.

◆ Une fois vidées de leurs 51.653 condamnés délocalisés dans une activité de génie civil outre-océan ou reconstitués en séjours de travaux d'intérêt à Langlade (Saint-Pierre-et-Miquelon), et aux Kerguelen, les 87 autres prisons sont vendues pour des théâtres, des musées, des universités, des programmes immobiliers. Des 25.000 m<sup>2</sup> de la Santé aux 30.370 m<sup>2</sup> des Baumettes, les finances de l'Etat vont récupérer de 5 à 10 milliards.

◆ 20 000 surveillants "libérés", sur les 27 651, vont permettre par concours interne des effectifs supplémentaires de douaniers, de pompiers, de policiers, de personnels d'encadrement de lycées, de magistrats, de fonctionnaires européens FRONTEX à la surveillance des frontières.



- Ma république des Maires chez Jean-Cyril Godefroy éditeur - Paris 2016.
- Mohammed VI, Le Roi stabilisateur, JC Godefroy éditeur, Paris 2015
- L'Euthanasie, stade suprême du capitalisme, Via Romana, Paris 2014
- Les 7 sujets dont les candidats à la présidentielle ne vous parlent pas, Paris, France Empire, 2012
- L'autonomie financière des collectivités locales, l' Harmattan, 2011
- La faucille ou le Mc Do, Le nouvel ordre alimentaire planétaire, Lettres du monde , 1999
- Lettre ouverte au contribuable, Albin Michel, 1985
- Que sais je, traduit en espagnol, en perse, 1984
- La Fraude fiscale, Que sais-je ? , 1985
- 1789-1989 La révolution fiscale à refaire, Litec , 1989
- Une constitution fiscale pour l' Europe, Lettres du Monde, 1995
- Europe- Etats-Unis, la guerre agricole de 40 ans, L' Harmattan, 1994
- Autant en emporte l' Europe, JC Godefroy éditeur, 1989
- Traité de droit budgétaire, Litec 1999
- L'impôt sur le revenu en question, Litec , 1988
- La guerre et le droit, Pedone 1983
- La Nouvelle Calédonie, le droit et la République, Litec 1985
- Demain 2021, Godefroy de Bouillon, 1994
- Vache folle, La piste américaine, Lettre du monde, 2001
- Droit fiscal contemporain, Litec 1985
- Le statut de contribuable, LGDJ, 1980
- Les droits de douane déductibles, contre le retour du protectionnisme, L' Harmattan, 2008



## Pr J.C. MARTINEZ... :

### ❶ JCM : l'universitaire

◆ Professeur agrégé de droit public et de sciences politiques. Université de Droit Paris Panthéon-Assas

◆ Professeur invité d'universités d'Asie, d'Afrique et des Amériques, Jean-Claude Martinez anime les séminaires de doctorat de recherches fiscales de l'Université Rosario (Bogota), Monterey au Mexique ; Kinshasa (RDC), Oujda (Maroc), Babylone (Irak).

### ❷ JCM : le scientifique

◆ Rapporteur de l'*International Fiscal Association* (Congrès de Paris, Sydney, Jérusalem, Montréal, Copenhague, Rio, New York...)

◆ Diplômé du *Centre de recherches internationales de l'Académie de droit international de La Haye* et auteur de 25 ouvrages dont :

# Une longue expérience du monde

## ③ JCM : une expérience internationale

◆ Député européen de 1989 à 2009 et vice-président du Parlement EuroLat Europe-Amérique latine.

◆ Expert à la politique agricole des délégations européennes aux Conférences de l'OMC à Seattle (1999), Cancun (2003), Hong Kong (2005) Genève (2008).

## ④ JCM : le consultant international

◆ Jean-Claude Martinez a été Directeur - ENA Maroc, chargé de mission à la politique fiscale sous le règne de Sa Majesté le Roi Hassan II à la Politique Fiscale et rédacteur du premier code marocain des impôts.

◆ Ancien conseiller à la stratégie fiscale de son Altesse Karim Aga Khan.

## ⑤ JCM : l'élu du Grand Sud

◆ Jean-Claude Martinez a été député à l'Assemblée nationale et député européen pendant vingt ans. Conseiller régional Languedoc-Roussillon pendant trois mandats jusqu'en 2010, et Vice-Président de région sous la présidence Jacques Blanc.

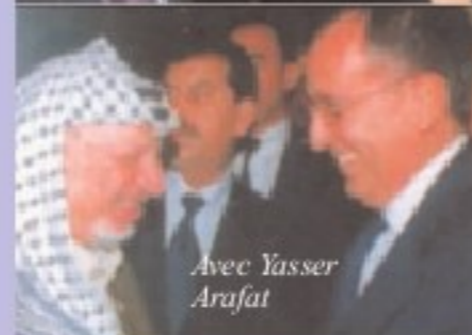
◆ Ancien Conseiller Municipal de Montpellier, il a été député de l'Hérault, député européen de 1989 à 2009 et membre de l'assemblée parlementaire Euro-Med de la Méditerranée.

## ⑥ JCM : un sètois enraciné dans les terres d'Oc

◆ Sètois né à Sète, J.C. Martinez a l'occitan et le catalan pour langues maternelles.



Avec Michèle Bachelet, présidente du Chili



Avec Yasser Arafat



Sommet de l'OMC à Hong Kong avec les ambassadeurs malien et nigérian.



Manifestation contre l'OMC avec des paysans coréens



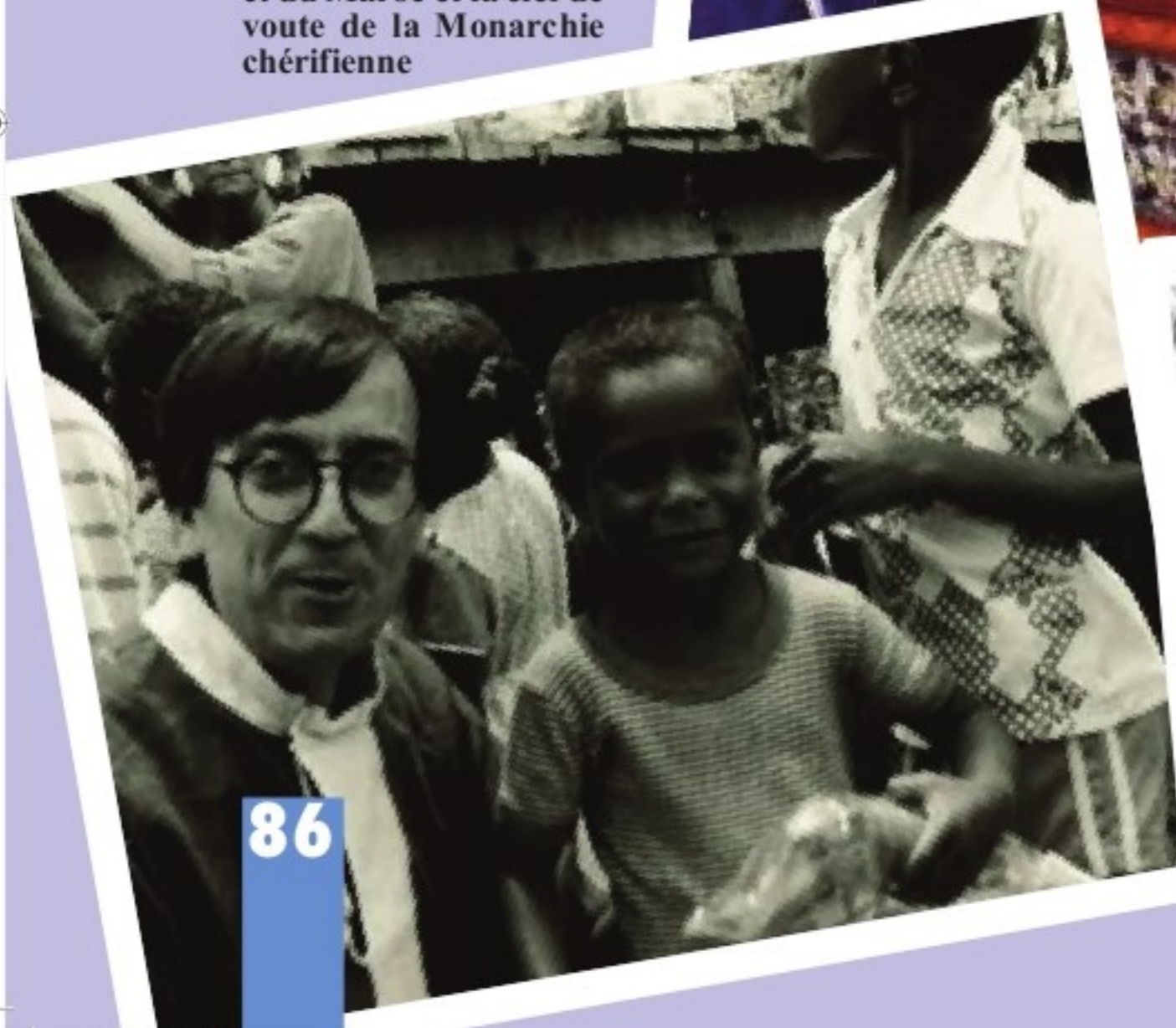
# MARTINEZ "LA FRANCE MONDE"

De sa Majesté Hassan II, au "Roi stabilisateur" Mohammed VI, Jean-Claude Martinez, quarante ans de vision pour bâtir l'Union de la Méditerranée sur les deux piliers de la France et du Maroc et la clef de voute de la Monarchie chérifienne

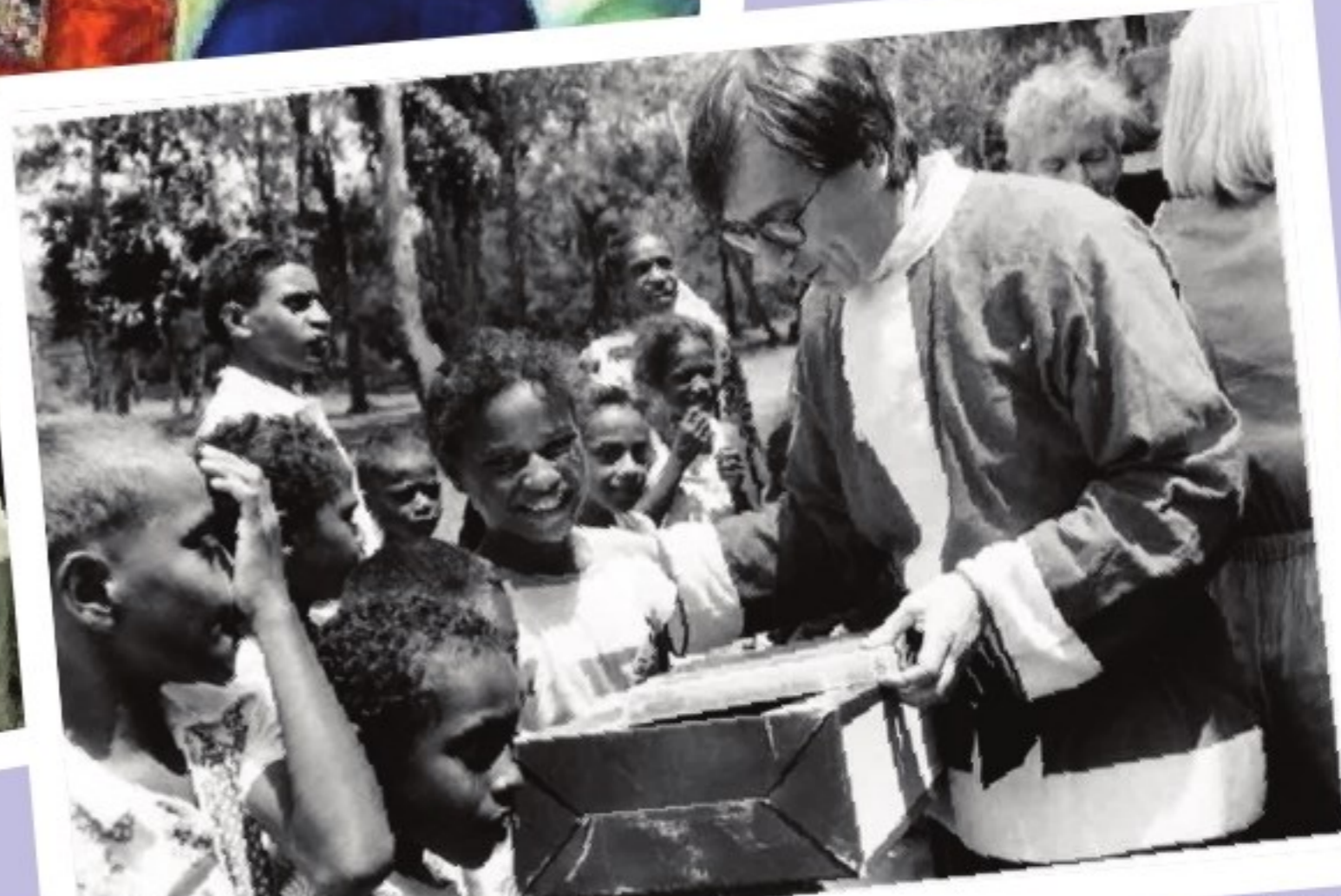


40 années  
au service de  
l'amitié  
franco-  
marocaine

Cidessous et à gauche : Noël 1984, à Nouméa, avec les petits réfugiés Kanaks, Jean Claude Martinez, président de l'Union pour la Nouvelle-Calédonie française, pour la France du Pacifique.



86



## Candidat de la lucidité...

moi, j'avais anticipé  
**DAECH !**

Avec le président Saddam Hussein, dans Bagdad anéantie de 1991, comme après, en 2011, avec le Colonel Kadhafi, dans Tripoli bombardé, Jean-Claude Martinez milite pour que la France reste un chemin et une espérance du monde.



Jean-Claude Martinez, avec le peuple des favelas d'Amazonie, les chefs d'Etat d'Amérique Latine, la vision d'une Alliance de civilisation de 1000 millions de latins et chrétiens.





Avec les missions catholiques : l'action humanitaire

" Avec le président Hugo Chavez du Venezuela, parce que la France de la Guyane, présente sur le continent Latino - américain doit s'y investir.

De Buenos Aires, avec ses basques, à Caracas et le Brésil, à la devise venue d' Auguste Comte, la France doit aller à une *alliance de civilisation Europe-Amérique latine.*

# AVANT DE CHOISIR, SE PRÉMUNIR...

Maintenant il faut choisir. Et d'abord le candidat à parrainer. Avec évidemment le risque de se tromper. Et de fait, quand on regarde les présidents des vingt dernières années, manifestement il y a eu des choix erronés...

C'est un constat. Tout le monde le fait. Mais personne n'explique pourquoi en politique on fait souvent ces mauvais choix. Or l'explication existe. Elle est due à un syndrome mystérieux, une maladie silencieuse du jugement.

Appelée syndrome de St Domingue, cette affection enferme le décideur dans le présent et l'empêche de toute projection dans l'avenir. On l'appelle aussi *l'autisme des élites*.

La première observation de cette dégénérescence du jugement remonte à 1762. La petite population des encyclopédistes d'alors, de la Cour royale et du monarque compris, a présenté pour la première fois ce syndrome du « présentisme », variante mystérieuse de l'autisme enfermant dans le réduit du temps présent.

L'environnement de l'époque où la clinique de cette pathologie s'est manifestée était le suivant :

La guerre de 7 ans, premier conflit mondial de l'histoire, opposant sur les théâtres d'Europe, d'Amérique et d'Asie, les grandes puissances de l'époque, France, Autriche, Espagne, Prusse et Russie, se termine en 1761. Par les défaites françaises au Canada, en Inde, en Europe.. Il faut donc négocier la paix. Que va céder la France vaincue et surtout que veut elle conserver à tout prix ?

Quand on sait que les anglais appelaient cette guerre « French and Indian War » et qu'ils étaient intraitables dans les négociations sur le « Canada français », c'était dire clairement où étaient nos vrais intérêts. D'autant que le Canada en question commençait à gauche du Mississipi et même, via un affluent, au Golfe du Mexique, en allant jusqu'aux grands lacs. C'est-à-dire que notre Canada intégrait une partie des USA d'aujourd'hui.

Mais dès le début des négociations, le premier ministre français d'alors, Etienne de Choiseul, n'a eu qu'un seul objectif secret : Conserver l'île de Saint Domingue, Haïti d'aujourd'hui. Pourquoi ? Officiellement parce qu'il y avait du sucre, du café, de la vanille. Même 40 % de la production sucrière mondiale du moment et plus de la moitié de celle du café.

Mais au Canada de la Nouvelle France, il y avait aussi les fourrures, le lynx, le renard, le loup et les richesses halieutiques de Terre-Neuve qui au seul plan économique entraient bien en balance avec le sucre et le café.

La volonté de Choiseul de garder une petite île, en bradant un empire, avec des populations autochtones amies et alliées, a donc eu des raisons profondes. Lesquelles ?

Saint-Domingue était la seule colonie à laquelle tenaient les élites bourgeoises de l'époque, y compris les « philosophes », pour deux raisons : ils y avaient leurs riches plantations de cannes à sucre et ils y faisaient des fortunes avec le commerce des esclaves. Depuis Bordeaux et Nantes, leurs grands noms de leurs grandes familles, toujours présentes au demeurant aujourd'hui, édifiaient ainsi des empires économiques dans la traite linéaire et triangulaire des noirs.

D'ailleurs, Choiseul veillera d'abord à ne pas céder Gorée, au large de Dakar, pour avoir le lieu d'embarquement des esclaves enrichissant ses amis de l'élite économique française, et ensuite à récupérer la Guadeloupe et la Martinique, au bout de la chaîne de la traite des êtres humains. Pratiquée par

# DU SYNDROME DE SAINT-DOMINGUE

les banquiers, les financiers, les managers, les Goldman Sachs, les HEC, les City, de l'époque. Même le multi millionnaire Voltaire, la star médiatique de ces années, participera, en bon financier, à des placements dans ce commerce, sur un navire négrier de Nantes « le Congo ».

Il ne faut pas chercher alors ailleurs, que dans ce conflit d'intérêts, les raisons de sa formule dans « Candide » sur les « quelques arpents de neige vers le Canada » et de sa lettre à Choiseul « Je suis comme le public : j'aime mieux la paix que le Canada et je crois que la France peut être heureuse sans Québec ».

Autrement dit, toute l'élite politique, économique, journalistique et culturelle de l'époque, tous ces gens là, qui aujourd'hui auraient été le plus souvent candidats à des primaires, présents sur les listes des évadés fiscaux au Panama, présentateurs des JT de la Une, de la 2, de Canal ou de BFM TV, tous ont sacrifié notre empire canadien pour le profit immédiat et maximal de la traite, à 10 % de retour sur investissement, et du commerce sucrier.

Le syndrome de St Domingue c'est cela. En présence d'un choix, entre le profit immédiat, même éphémère et l'investissement fu-

tur durable, le décideur atteint ne peut voir que le présent. Il n'a pas la vision longue. L'appât du gain, du profit, de la proie, voire modestement de ses seuls petits intérêts, déclenche en lui les réflexes archaïques et rigides du cerveau primitif. Pour capter, attraper, s'approprier, amasser ou simplement profiter. L'individu « Saint Dominguien » ne pense pas. Il est sous pilotage du vieux cerveau. Instinctif, réactif et très efficace dans l'instant. Ce qui explique la sélection de ces sujets, porteurs du syndrome, dans les milieux économiques, politiques, médiatiques, où la vitesse à happer est un avantage darwinien.

Mais c'est précisément ce qui explique aussi la fréquence des désastres politiques, économiques et médiatiques, engendrés par ces populations à forte prévalence du syndrome. Ainsi, dans les années 70 les porteurs de la pathologie St Domingue, dans les milieux patronaux de l'automobile et du bâtiment, ont fait le choix de la « traite » des travailleurs marocains et des algériens. Avec une grande rentabilité immédiate. Pour autant, 40 ans après, le pays doit supporter les coûts financiers, sécuritaires et identitaires énormes, engendrés par le choix des profits immédiats que ces industriels « Saint Dominguiens » ont refait.

Autre exemple : dans le débat présidentiel actuel, nombre de candidats font « le choix St Domingue » du court terme de construire des prisons, rentables pour leurs amis Bouygues et autres, qui vont emporter les marchés, sans jamais penser que l'on pourrait, au même prix, construire des jetées, des ports, des pistes d'atterrissage à Clipperton, aux Kerguelen et dans nos 500 archipels de l'empire maritime français, où les délinquants pourraient cette fois se régénérer par un vrai travail formateur et fondateur.

Et ainsi de suite. La « pathologie St Domingue », concentrée chez les élites, fait nos malheurs durables. Mais maintenant ici, au moins chacun est averti.

Le principe de précaution commande alors d'éviter de choisir les candidats dans les populations à risque, celles où la prévalence du syndrome de St Domingue est très élevée. C'est-à-dire dans les partis, puisque par définition ne regroupant que des partisans, ils sont des concentrés de conflits d'intérêts. Leurs candidats ne peuvent être dès lors que leurs obligés et des hommes d'une faction.

Le contraire de ce dont a besoin la nation.

# Index

## A

ACCIS, 49, 61  
Acrimed, 36  
Agro alimentaire, 32  
Algérie, 24  
Allais Maurice, 31  
Alliance de civilisation 58  
Alzheimer, 68  
Amérique Latine, 58  
Antibiotiques, 68, 69  
Alouette III, 24  
AP-HP, 70  
Arafat, 85  
ARS 70  
Attentats, 16  
AVC 69  
Aubry, loi, 13  
Australie , 21

## B

Bachelet Michèle, 85  
Balainiers, 18  
Barre Raymond, 26, 38  
Bataclan, 15  
Beckham David, 82  
Bibliothèques , 75  
Bizet( Moutons de) 23  
Bodin , Plan, 49  
Bordeaux Ecole, 34

Bouygues, 42  
Budget défense, 24  
Brésil, 21  
Brexit, 28

## C

Capétiens, 57  
Carnot, Plan 80  
Céréaliers, 66  
Chantiers, 79  
Charlie, 15  
Chesterfield, 23  
Chirac Jacques, 38  
Clipperton, 21, 22 , 23  
Commonwealth, 57  
Communauté de destin, 55  
Communauté francophone, 56  
COP 21, 67  
Cour citoyenne des médias, 37  
CSG 13, 30  
CGI, 28  
CRDS, 13  
CSA, 37  
CSM, 35

## D

Daech 87  
DDD, 26  
Défense nationale, 24

Démondialisation, 26  
Désendettement, 63, 81  
Dettes publiques , 15, 62  
Diplomatie, , 46  
Doliprane, 16, 83  
Droits de douane , 26  
Dunkerque, 12

## E

EDF, 77  
Eleveurs, 66  
Emploi , 13, 26  
Enfer fiscal, 28  
Etudiants, 66  
Europe, 48  
Europe folle, 66  
Evasion fiscale, 60

## F

Fillon, 20  
Fiscalité, 14  
Financement, 78  
Fleury Mérogis 18  
FLN, 23  
FNLKS, 23  
France fiscale, 28  
France Monde 86  
Francophonie, 54  
Frontex, 83

## G

Gallican, Plan 80  
Gatt, 26  
GIA, 12  
Grégory, affaire, 35  
Google, 60

## H

Hallal, 40  
Hassan II, 86  
Haut commissaire à la vie, 73  
Hôpital, 68,,70  
Hugo Chavez 89  
Hunter (îlot) 23

## I

Ibn Khaldoun, Plan, 81  
Iles éparses, 22  
Infocide, 36  
Iman , 37  
Immigration, 38  
Impôt mondialisé, 61  
Impôt sur le revenu, 29-31, 82  
Indépendance alimentaire, 32  
IRM, 71  
ISF, 14  
Islam, 40  
Islamisme, 38

## J

JCM 84-85  
Jeunes, 65, 74  
Joly Eva, 34  
Juppé( loi), 26  
Justice, 34

## K

Khaled Kelkal, 12  
Kerguelen, 17, 18, 23, 38, 43  
Kermiche abdel, 12,34  
Kinshasa,12 , 15, 54  
Kirchensteuer, 41  
Kouachi, 18

## L

Lampedusa, 20  
Langlade, 18, 43  
La Pérouse, 18  
Latran, accords de , 41  
Lazare, Plan 71  
Liban, 11  
Loi de programmation, 25  
Loi Robien, 13, 26  
Loi Balladur, 13, 26  
Loi Fillon, 13, 26  
Loi Juppé, 13

## M

Maduro Nicolas ?89  
Maghreb, 39, 52, 53  
Mathusianisme, 66

Marine nationale , 23  
Maroc, 52  
Maupeou, plan, 35  
Matthew, 23  
Médias, 16, 36  
Méditerranée, 50  
Merah, 18  
Mermoz Plan80  
Migrations, 39  
Mohammed VI, 40  
Murs, 39

## N

Nouméa , 23, 75  
Numérus clausus, 66  
Nouvelle Calédonie, 17, 22,  
23, 86

## O

OMC, 14, 27, 33  
Outre mer, 14, 23  
Outreau, 34

## P

Pac, 48  
Paysans, 33  
Personnes âgées,72  
Plan Bodin 49  
Plan Hermès  
Plan Janus, 36  
Plan Lazare, 65, 71  
Plan Lauré, 80

Plan Maupeou, 35  
Plan Minerve, 74  
Plan Phénix, 25  
Plan Rimbaud, 43  
Plan Sully, 33  
Plan Vergennes, 47  
Plan Vermeil, 72  
Polisario, 52  
Port aux Français, 22  
Porter Plan, 63, 81  
Poste,76  
Pouvoir médiatique, 36  
Prisons, 17, 39, 42

## R

Regroupement familila, 38  
Robien , loi, 13, 26  
Ruffin français, 36  
Rwanda gériatrique, 72

## S

Saddam Hussein, 46, 87  
Saint-Pierre-et-Miquelon, 21,  
43, 75  
Saint - Siège, 41  
Sahara, 52  
Service national, 25  
Services publics, 76  
Stages, 75  
Sully( Plan) 33  
Suppression IR, 29, 30  
Syrie, 11

## T

Taxit, 29, 30  
Terre Adélie  
Terres australes, 43  
Terrorisme, 38  
Tromolin, 22  
Trump Donald, 14  
Turgot, Plan 79

## U

UMA, 53  
UPM, 50  
UDM,50  
Universités, 50, 72

## V

Vermeil Plan, 72  
Vignerons, 66  
Violences 72  
VGE, 20, 39  
Vie, 65, 67, 73  
Vincent Lambert, 64  
Voyager 1 et 2, 64

## W

WTO, 85

## Z

Zakat, 41







## LA FRANCE LE MONDE LA VIE

### *Secrétariat*

23 rue de Cléry  
75002 Paris  
Tél. 06 59 21 68 77

\*

13, rue Durand  
34000 Montpellier  
Tél. 06 03 40 30 23  
[martinez2017jc@gmail.com](mailto:martinez2017jc@gmail.com)  
[jeanclaudemartinez34@gmail.com](mailto:jeanclaudemartinez34@gmail.com)

\*

**Communication**  
Pierre Pécastaing  
Tél. 06 36 76 97 31  
[pierrepecastaing00@gmail.com](mailto:pierrepecastaing00@gmail.com)

**A** force d'écouter les candidats à l'élection présidentielle, on finit par oublier qu'elle consiste à élire le président d'un pays qui va de Dunkerque à la terre Adélie. La France en effet ne s'arrête pas à Vintimille ou Perpignan et ses voisins ne sont pas seulement Andorre ou Monaco, mais le Brésil sur le fleuve Maroni et l'Australie au large de la Nouvelle-Calédonie.

A cette dimension planétaire là, quand on est une puissance présente sur tous les océans, avec, de Clipperton aux Kerguelen, les plus grandes richesses halieutiques, minières et stratégiques de la planète, on cesse de tenir des raisonnements de chaudrons comptables troués sur des déficits budgétaires de 3% du PIB et d'avoir des débats de tabellions et d'agents de la Maréchaussée, sur des jungles de Calais répétées, des vols de moineaux encagoulés dans les cités, des fiches S, des cellules à rajouter dans les prisons à dératiser ou, en sommet d'audace, deux ou trois impôts à diminuer à l'aide d'un trébuchet.

Autrement dit, dans une *France monde* qui a l'empire des mers et qui fait partie des rares nations sachant parler aux hommes de la terre, l'élection présidentielle doit poser enfin les questions sérieuses. Par exemple, lorsque les attentats frappent la Russie, New York ou la Tunisie et pas seulement Charlie, que les paysans disparaissent tout autant aux Etats-Unis, en Afrique que chez nous aussi, que les multinationales du numérique échappent à l'impôt sur les sociétés autant à Washington qu'à Paris ou Bruxelles, avec des flux migratoires se déversant au Chili, au Maroc, en Arizona, comme à Lampedusa ou en Seine St Denis, croit-on que l'on peut traiter efficacement ces problèmes devenus maintenant mondiaux avec uniquement des outils nationaux ?

Evidemment que non. Or non seulement les candidats des partis ne le disent pas, mais ils nous laissent croire le contraire. C'est là l'imposture de la présidentielle. Plus les candidats sont grands, avec toutes les chances d'arriver à l'Elysée, et plus leur vision est petite, avec toutes les certitudes de nous y enliser.

Voilà pourquoi, face aux « candidats Doliprane », ne traitant que les symptômes des problèmes du pays, il faut bien un candidat pour en dire les causes et en proposer les solutions de fond. Notamment pour les migrations et la sécurité qui préoccupent tant, travailler vite à un glacis protecteur d'une Afrique du nord unifiée, à l'union vitale de la Méditerranée, jusqu'ici de tous les dangers, et de Dunkerque à Kinshasa à une Communauté politique francophone de destin.

**Jean-Claude Martinez, Professeur agrégé à l'Université Paris II, Panthéon-Assas, ancien directeur des études ENA du Maroc, a été député national, député au Parlement européen (1989-2009), à l'Assemblée Euro-Med de la Méditerranée, au Parlement de l'OMC et Vice président du Parlement Europe- Amérique Latine et du Conseil régional du Languedoc- Roussillon ( 1994-2010)**

